TÜSTAV ARŞİVİ

Protestation contre le silence de Radio-France

La Turquie, les gens qui viennent à la garde devant l'ambassade de la dictature le mercredi, ils connaissent ou ils veulent connaître. Le choc, pour beaucoup d'entre eux, a été ces exécutions au petit matin en octobre de deux jeunes hommes, Ilyas Has et Hidir Aslan, militants du mouvement *Dev Yol* (La voie révolutionnaire) pendus pour leurs idées.

Depuis, à l'appel de l'Association France-Turquie, ils veulent briser le mur du silence, l'épais mur que les médias maintiennent. Comme pour le *Big Brother* de *1984* de George Orwell, il y a un mot qui semble banni de la plupart des moyens d'information : Turquie.

Pourtant on y arrête, on y réprime, on y torture et on y tue. Seulement voilà, la Turquie fait partie du monde occidental, de l'OTAN et est devenue (depuis la «perte» de l'Iran) une base stratégique américaine entre l'URSS et le Proche-Orient.

Hier les dizaines de personnes qui se pressaient à la garde démocratique ont décidé d'aller à la Maison de la radio qui se trouve juste à côté de l'ambassade. Ils s'y sont rendus en manifestation improvisée. Les policiers ont tenté de leur en barrer l'accès. Finalement, une délégation dirigée par Roger Gaudon, secrétaire général de France-Turquie, a été reçue par le secrétaire général de l'information de Radio-France. Ce dernier a tenté d'expliquer qu'il fallait trier l'information parmi des milliers de dépêches et qu'on ne pouvait, *«chaque jour»*, parler de la Turquie. Mais, entre chaque jour et jamais, il y a plus qu'une nuance. Le secrétaire général a pris en compte les arguments de la délégation. Il a promis de transmettre une note à Gabriel Farkas, directeur général de l'information et aux journalistes concernés. Radio-France doit donc s'ouvrir aux informations concernant la Turquie.

Nul doute que tous les combattants pour les droits de l'homme seront à l'écoute. Car, le droit à l'information est une liberté essentielle des hommes et des femmes du XXe siècle.